

2020-480866 JURISTE ASSISTANT AU TRIBUNAL JUDICIAIRE DE LAVAL (53) H/F

Informations générales

Description de l'entité	Ministère de la justice - Direction des services judiciaires - CA ANGERS
Intitulé long de l'offre	JURISTE ASSISTANT EN MATIERE DE JUSTICE DE PROXIMITE AU TRIBUNAL JUDICIAIRE DE LAVAL (53)
Date de fin de publication	13/11/2020
Employeur	COUR D'APPEL D'ANGERS

Description du poste

Zones géographiques	Europe
Pays	France
Régions	Pays de La Loire
Départements	Mayenne (53)
Lieu d'affectation	13 place saint Tugal, 53000 LAVAL
Lieu d'affectation (sans géolocalisation)	TRIBUNAL JUDICIAIRE DE LAVAL 13 Place Saint TUGAL 53000 LAVAL
Versant	Fonction publique de l'Etat
Catégorie	A
Nature de l'emploi	Emploi ouvert aux titulaires et/ou aux contractuels : art 4/6/6quater/6quinquies - loi n°84-16
Domaine fonctionnel	Affaires juridiques - Chargée/Chargé de rédaction juridique
Intitulé du poste	JURISTE ASSISTANT AU TRIBUNAL JUDICIAIRE DE LAVAL (53) H/F
Descriptif de l'employeur	<p>Le ressort de la Cour d'appel Angers comprend trois départements : le Maine et Loire, la Mayenne et la Sarthe.</p> <p>La Mayenne est peuplée d'environ 307 000 habitants. L'agglomération lavalloise en compte 112 800 habitants. Quatre autres communes réunissent 43 000 personnes. A la fin 2017, elle comptait selon les chiffres de l'INSEE 14 415 entreprises. Leur répartition par activité était la suivante : 76% activité service commerce transport, correspondant à 35% des emplois salariés, 9,3 % activité industrie (25,3 % des emplois) , 14,2 % activité construction (7% des emplois).</p>
Descriptif de l'employeur (suite)	<p>Mission générale du juriste assistant :</p> <p>Le juriste assistant assiste le magistrat dans les dossiers d'une particulière technicité tant sur le fond du droit que sur l'analyse juridique et la rédaction de projets de décisions. Sur le fond du droit et la cohérence de la motivation de la décision, il assure un travail de suivi et de coordination.</p> <p>Il participe à la constitution concrète d'une véritable équipe autour du magistrat, en priorité dans les contentieux qui présentent des stocks importants, du fait d'une situation de retard ou de longs délais de traitement afin d'accélérer la réponse pénale.</p> <p>Il travaille en étroite collaboration avec les magistrats et les agents du greffe pour concourir à la préparation des audiences par des recherches juridiques, des analyses juridiques et des synthèses des dossiers, et à la rédaction des décisions par la rédaction soit de projets de décisions, soit de notes ou de recherches. Il n'est amené à participer ni à la procédure, ni aux audiences, ni à assister aux délibérés.</p>
Description du poste	<p>Mission particulière du juriste assistant dans le cadre de la justice de proximité :</p> <p>La mission du juriste assistant dans le cadre de la justice de proximité portera essentiellement sur la matière pénale, notamment les infractions contraventionnelles et délictuelles d'une gravité modérée commises tant par les majeurs que par les mineurs.</p> <p>Le juriste assistant sera chargé de faire le lien entre les officiers du ministère public, les délégués du procureur et les parquets afin de fluidifier et d'accélérer le traitement des</p>

infractions du spectre bas de la petite et moyenne délinquance de proximité. Il pourra à cet égard notamment :

Assister le magistrat dans la recherche et la contractualisation de nouveaux partenariats institutionnels destinés à augmenter l'offre et la fréquence des alternatives aux poursuites disponibles sur le ressort,
Préparer et mettre en état des dossiers pour lesquels une alternative aux poursuites aura été décidée par le parquet, en lien avec le greffe,

Détermination, sous le contrôle du magistrat, des priorités de traitement des affaires et orientations des dossiers, aide à la décision.

Le contentieux spécifique à traiter :

-traitement des demandes d'orientation adressées au service du traitement en temps réel du parquet en lien avec l'assistant de greffe,

-prétraitement des demandes d'autorisations de réquisitions nombreuses depuis la récente jurisprudence de la Cour de Cassation, saisines JLD aux fins d'autorisation,

-prétraitement du contentieux des biens (dégradations, vols, petites infractions (injures, usagers et petits trafics de stupéfiants)

-lien avec l'ASE, l'Education nationale et privée, le milieu hospitalier, dans le cadre des signalements d'infractions sur mineurs,

-lien avec la juridiction et l'ASE, les services du JAF, du JE, association d'aides aux victimes, notamment, dans le cadre du traitement des violences intrafamiliales,

-prédiction de réquisitoires définitifs,

-suivi des dossiers d'instruction le nécessitant (vols multiples, fraudes, trafic) en lien avec le magistrat du parquet auquel la procédure est attribuée,

-recherches techniques en toutes matières .

Conditions particulières d'exercice

Travail à temps complet. Soumis à la charte des temps de la juridiction

Rémunération annuelle brute : entre 25 000 et 30 000 €

Descriptif du profil recherché

Le juriste assistant devra disposer au moment de son recrutement :

- soit d'un doctorat en droit
- soit d'un diplôme sanctionnant une formation juridique au moins égale à cinq années d'études supérieures après le baccalauréat avec deux années d'expérience professionnelle dans le domaine juridique (travail en cabinet d'avocat, chargé TD à l'université, juriste d'entreprise, etc.)

Il devra, en outre:

- maîtriser l'organisation judiciaire,
- maîtriser l'outil informatique, internet et intranet,
- manifester de réelles qualités de rigueur, de rédaction et de synthèse,
- manifester une capacité certaine à travailler en équipe,
- manifester un vrai sens de l'organisation,
- manifester des qualités de disponibilité, d'adaptation et de réactivité,

- savoir rendre-compte,
- faire preuve d'une discrétion absolue quant aux informations recueillies dans le cadre des tâches lui étant dévolues.

Emploi ouvert aux militaires Non

Critères candidat

Niveau d'études Niveau I : Bac + 8 Doctorat ou diplôme équivalent

Informations complémentaires

Informations complémentaires

Les dossiers de candidature seront dématérialisés et comprendront une lettre de motivation manuscrite, un curriculum vitae détaillé, une copie du diplôme requis, ainsi que, à défaut de doctorat en droit, tout document permettant d'attester de l'expérience professionnelle attendue.

Ces dossiers seront envoyés à l'adresse rgrh.sar.ca-angers@justice.fr et pr.tj-laval@justice.fr avant le 30 octobre 2020 de préférence.

La prise de fonctions interviendra le mardi 1er décembre 2020 après une prestation de serment.

LA CANDIDATURE DIRECTEMENT EN LIGNE SUR LE SITE DE LA PLACE DE L'EMPLOI PUBLIC N'EST PAS AUTORISEE.

Quotité de temps de travail Temps complet

Demandeur

Date de vacance de l'emploi 01/12/2020
Personne à qui adresser les candidatures (mail) rgrh.sar.ca-angers@justice.fr
Personne à contacter (mail) pr.tj-laval@justice.fr
Autre personne à contacter (mail) chg1.tj-laval@justice.fr